

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3975 - Lundi 19 septembre 2016 - Prix : 10 DA

Kidnapping à Tipasa

Une jeune fille
libérée par
les gendarmes

Page 24

Plus de 300 appels par jour dénonçant la maltraitance

La violence scolaire en tête de liste

Page 2

Bavure ou acte délibéré ?

Par Mohamed Habili

Les Etats-Unis ont reconnu que des avions de la coalition dirigée par eux ont attaqué par mégarde une position de l'armée syrienne à Deir-Ezzour, causant la mort d'une soixantaine de soldats, mais ils ne s'en sont pas excusés pour autant. Le plus probable est que l'idée de le faire ne leur a même pas traversé l'esprit. D'ailleurs à qui les auraient-ils présentées, ces excuses, si d'aventure ils s'étaient sentis obligés de les faire? Pas au pouvoir syrien en tout cas, qu'ils ne reconnaissent plus. Ni non plus à la Russie, bien que ce soit elle le chef du camp auquel appartient le régime syrien, de la même façon que ce sont eux qui sont à la tête du camp adverse. C'est le représentant russe au Conseil de sécurité qui a protesté contre l'attaque, et en des termes laissant clairement entendre qu'il ne la considère pas comme une erreur, mais bien comme un acte délibéré. Et d'appeler à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour la faire condamner, ce à quoi naturellement son homologue américaine a opposé une fin de non-recevoir. Le représentant russe ne peut croire qu'une erreur sanglante a pu se produire au beau milieu d'une trêve décrétée par leurs deux pays, et imposée aux autres protagonistes du conflit. Plus que tout en effet, le timing de la bavure fait douter d'elle. Où l'on voit cependant que la trêve sur le terrain n'induit aucun apaisement au double plan diplomatique et médiatique.

Suite en page 3

Pour décider d'une rencontre
extraordinaire de l'Opep

La réunion d'Alger tenue d'aboutir à un consensus



La réunion d'Alger de l'Opep, prévue le 27 septembre, restera un rendez-vous informel dédié à la consultation. Néanmoins, elle pourrait tendre à la convocation d'une rencontre extraordinaire de l'Organisation dans le but de prendre des décisions de nature à stabiliser les prix du pétrole s'il y a «consensus». C'est ce qui ressort des explications de son SG, Mohammed Sanusi Barkindo.

Lire page 3

Le ministre de l'Agriculture aujourd'hui à Béjaia

**Abdelkader Chelghoum rencontre
les investisseurs de son secteur**

Page 2

Programme cinématographique de la salle Ibn Khaldoun

**Des films récents
à l'affiche**

Page 13

Plus de 300 appels par jour dénonçant la maltraitance

La violence scolaire en tête de liste

■ La violence scolaire reste en tête de liste des cas enregistrés au niveau du réseau Nada pour la défense des droits de l'enfant. «L'instabilité» est toujours à l'origine de ce phénomène qui revient chaque année, selon la même source.

Par Louiza Ait Ramdane

L'école, un danger croissant pour les enfants. La violence en milieu scolaire

Le ministre de l'Agriculture aujourd'hui à Béjaïa Abdelkader Chelghoum rencontre les investisseurs de son secteur

LE MINISTRE de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche M. Abdelkader Chelghoum devrait arriver ce matin à Béjaïa pour une visite de travail et d'inspection de plusieurs infrastructures du secteur. Il devrait rencontrer des paysans et des investisseurs dans les domaines agricoles et agro-alimentaires, des investisseurs du secteur de la pêche au niveau de la salle des congrès de la wilaya. Une occasion pour ces derniers de lui exposer de vive voix leurs soucis. Le ministre devrait visiter le port de pêche de Béjaïa ou il lui sera présenté et exposé les trois ports de pêche et de plaisance de Tala Guilef et de Béni K'sila par le directeur des travaux publics, le directeur général de l'E.G.P.P. La délégation ministérielle devait se rendre ensuite au Parc National de Gouraya ou ils écouteront un exposé sur la situation générale du Parc par le directeur général du PNG. A Amizour, il donnera le coup d'envoi de la première édition du séminaire national de la figue de barbarie au Campus Amizour écouter un exposé sur le secteur agricole et des Forêt. Il se rendra aussi à Béni Maâouche pour l'ouverture de la journée de la figue de Béni Maouche ou le DSA lui présentera le projet de la labellisation de la figue de Béni Maâouche. A Akbou, il visitera l'unité ILAFRUIT (transformation de fruits Taharacht - Akbou, et la transformation des fruits et développement d'intrants utilisés dans la fabrication des yaourts pour les unités (Ramdy, Danone et Soummam et le conditionnement et exportation des produits de la transformation. Il verra de plus près l'extension de la laiterie Soummam, l'unité de transformation de lait «SARL RAMDY» Taharacht - Akbou, visite de l'extension de l'unité fromagerie et production LPC «intégration du lait cru» et verra le périmètre irrigué d'El Asnam - Aït R'Zine 340 Ha qui sera présenté par le responsable ONID». **H. Cherfa**

n'est pas un fait récent. Toutefois, c'est devenu un problème social. Le phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur. Ce phénomène qui se réduisait auparavant à des cas de «petites» violences entre élèves, agressions contre les professeurs ou dégradations des locaux scolaires cède la place aujourd'hui à des faits bien plus graves. Cas de consommation d'alcool et de drogue, cas de meurtre, cas d'enlèvement... Ces faits laissent entendre que l'école algérienne n'a été épargnée d'aucun mal. Selon la coordinatrice du programme «Nous sommes à l'écoute» (33-30), la psychologue Inès Mekkaoui, affirme que la violence scolaire reste en tête de liste des cas enregistrés au niveau du réseau et que «l'instabilité» est toujours à l'origine de ce phénomène qui revient chaque année.

Aussi, la même source fera savoir que le programme «Nous sommes à l'écoute» (numéro vert 33-30) a reçu durant la première quinzaine de ce mois de septembre près de 5 000 appels téléphoniques d'enfants victimes de violences, de problèmes psychologiques et sociaux et de leurs familles, soit une moyenne de 300 appels par jour provenant d'enfants et de leurs familles pour demander un conseil psychologique ou juridique, a indiqué la coordinatrice du programme. Elle indique dans ce cadre que la période de l'été est en général une période calme bien que la ligne reste opérationnelle 8 heures par jour et que 10 psychologues et 5 conseillers juridiques sont mobilisés de 8h à 16h.

M^{me} Mekkaoui souligne en outre que le programme «Nous sommes à l'écoute» avait enre-



Ph.D. R.

gistré une hausse des appels sur le numéro gratuit provenant des différentes wilayas du pays, expliquant que les Algérois préfèrent se déplacer au siège du réseau à Didouche Mourad (Alger) pour rencontrer des spécialistes sur place.

Briser le tabou pour mieux lutter contre le fléau

Toutes les communications se rapportent aux problèmes de scolarisation des enfants de familles décomposées, à la garde de l'enfant et aux transferts d'un établissement à un autre. Le réseau Nada pour la défense des droits de l'enfant, confirme également que la violence sexuelle contre les enfants est un dossier qui ne sera pas propulsé au-devant de l'actualité de sitôt. La violence sexuelle contre les enfants, notamment lorsqu'il s'agit d'inceste, est un

sujet que la société aura du mal à débattre. Ce qui contribue à enraciner davantage le tabou et non le briser. La victime devrait passer par des années de clandestinité avant de se frayer une place «publique». La psychologue ajoute que dans ce cadre le numéro vert a démontré son efficacité en tant que trait d'union entre le citoyen et les institutions compétentes chargées de suivre ces affaires. La majorité de ces appels se rapportent aux abus sexuels contre les enfants et à leur exploitation dans des réseaux criminels et de prostitution. En 2015, souligne-t-elle, le programme a reçu plus de 18 000 appels téléphoniques contre 16 000 en 2014 dont la majorité se rapportait aux abus sexuels suivis des conflits familiaux, la garde de l'enfant, la maltraitance physique et psychologique contre les enfants et leur implication dans des réseaux de prostitution et de crime. Le

numéro vert gratuit pour la protection des enfants des différentes formes d'exploitation et d'abus a été lancé en 2008 par le réseau Nada en collaboration avec le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, de l'Unicef, de la Direction de la Sûreté nationale et du réseau «Wassila» pour la défense des droits de la femmes. Combien d'enfants maltraités en Algérie ? Difficile de le savoir. Mais en tous cas, bien plus qu'on ne le croit. Même si quelques voix évoquent l'abus et l'exploitation sexuels des enfants, ceci ne se fait que dans un cadre très restreint. A part certaines associations qui osent évoquer le sujet, et les statistiques des services de sécurité, le phénomène qui prend de l'ampleur continuera à être complètement ignoré. Car changer les mentalités dans notre pays, est loin d'être chose aisée.

L. A. R.

Mebarki relève l'absence de «passerelles» pour les jeunes en perdition scolaire

«La formation professionnelle, meilleur moyen d'insertion»

La prochaine rentrée de la formation professionnelle est fixée au 25 septembre. Cette session, marquée par l'adoption d'un nouveau modèle de croissance économique, verra tous les efforts orientés vers les secteurs définis par le gouvernement comme prioritaires, à savoir l'agriculture, l'industrie, le tourisme, le bâtiment et les travaux publics. «Former utile», c'est le principal objectif que s'est assigné le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, toutefois, le secteur relève l'absence de «passerelles» pouvant contribuer à former plus de jeunes en perdition scolaire. S'exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale, le ministre a admis que l'absence de «passerelles» pouvant permettre à ces derniers de bénéficier d'une formation était problématique, il a fait, par ailleurs, état d'une réflexion en cours relative à une relance de l'enseignement professionnel, ouvrant la voie à un ingénieur et qui «a existé par le passé». Selon lui, la formation professionnelle était le meilleur moyen d'insertion pour les élèves en difficulté scolaire. Signalant que 600 000 élèves suivent des cursus de formation dans les différents éta-

blissements de formation répartis à travers le pays, il a estimé que son secteur pourrait en accueillir davantage, s'il existait un système d'orientation tourné spécialement vers les quelque 450 000 jeunes quittant l'école prématurément et les 600 000 autres abandonnant les études universitaires. Surtout qu'il est maintenant établi que les diplômés de la formation professionnelle ne connaissent pas de grands problèmes d'insertion. Pour illustrer ses propos, le ministre a cité les études réalisées par l'Ansej et l'Anem. Soulignant l'important impact de la formation sur la résorption du chômage, le ministre a rappelé que sur 100 demandeurs d'emploi, 80 parmi eux ayant bénéficié d'une formation s'inséraient aisément dans le monde du travail. Il a relevé aussi que 76% de porteurs de projets de l'Ansej ont préalablement bénéficié d'une formation professionnelle. Ce score en matière d'insertion était, selon le ministre, très encourageant. S'agissant du secteur de l'agriculture, qui accuse un déficit de 500 000 travailleurs et celui du bâtiment et des travaux publics de 850 000 autres, M. Mebarki a répondu que des formations relatives à ces secteurs étaient toujours dispen-

sées dans les centres. Il a expliqué que le manque d'engouement des jeunes pour ces secteurs, en particulier, pourrait résulter de la pénibilité des conditions de travail en général. Par ailleurs, la formation professionnelle en Algérie, dispense des cours dans 460 spécialités différentes, afin d'être au plus près des besoins exprimés par les divers secteurs de l'économie nationale. Une importance particulière sera accordée à la formation d'une main-d'œuvre répondant aux besoins de l'économie nationale. Le ministre a affirmé, dans ce sens, l'ouverture de nouveaux postes budgétaires pour couvrir les besoins des 15 nouveaux établissements et les nouvelles spécialités prévues cette année. «Nous avons 1 500 formateurs qui vont être versés dans l'encadrement et qui viennent de terminer leur stage statutaire de formation complémentaire, mais nous avons également beaucoup de postes budgétaires de formateurs que nous allons recruter pour les nouveaux établissements et les nouvelles spécialités», a-t-il déclaré.

Meriem Benchaouia

Pour décider d'une rencontre extraordinaire de l'Opep

La réunion d'Alger tenue d'aboutir à un consensus

■ La réunion d'Alger de l'Opep, prévue le 27 septembre, restera un rendez-vous informel dédié à la consultation. Néanmoins, elle pourrait tendre à la convocation d'une rencontre extraordinaire de l'Organisation dans le but de prendre des décisions de nature à stabiliser les prix du pétrole s'il y a «consensus». C'est ce qui ressort des explications de son SG, Mohammed Sanusi Barkindo.



Par Nacera Chennafi

En réponse à la question de savoir si l'Opep pourrait aboutir à une décision lors de cette réunion prévue en marge du 15^e Forum international de l'Energie, en cas de convergence d'avis entre les pays membres, M. Barkindo s'est dit «optimiste» sur les résultats de la réunion tout en saluant les efforts déployés par l'Algérie pour rapprocher les points de vue des pays Opep et non-Opep en espérant que ces efforts donnent lieu à des résultats positifs. Ce responsable s'exprimait devant la presse, à l'issue d'une rencontre avec le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa. Il a expliqué que les ministres de l'Energie de l'Opep pourraient convoquer une réunion extraordinaire s'ils arrivaient à un consensus lors de la réunion informelle d'Alger. Explicitant le processus de prise de décision au sein de l'Opep, il a indiqué qu'une réunion informelle n'était pas une réunion de prise de décision, et qu'une réunion informelle le reste jusqu'à ce que les ministres des

pays membres décident eux-mêmes de la nécessité de prendre certaines décisions. C'est à ce moment-là, a-t-il poursuivi, qu'une réunion informelle pourrait décider de convoquer une réunion extraordinaire dans le but de prendre des décisions de nature à stabiliser les prix du pétrole», a relevé le SG de l'Opep. A quelques jours de la réunion informelle de l'Opep à Alger, vue comme une étape importante pour aller vers un accord entre les acteurs concernés pour améliorer les prix du brut, Barkindo a tenu à faire la part des choses en affirmant qu'il n'y aura pas de décisions durant ce rendez-vous car il s'agit d'une «rencontre de concertation». A son arrivé à Alger samedi, il a relevé sa qualité «informelle», expliquant que la réunion d'Alger diffère de celle qu'a abritée Oran en 2008. Il a indiqué que celle-ci «a été proposée par le Qatar en juin dernier pour permettre aux

membres de l'Opep de se concerter et d'échanger leurs points de vues». Toutefois, il a soutenu : «Nous (Opep) nous sommes réunis en juin, nous sommes en septembre aujourd'hui et il s'est passé beaucoup de choses entre les deux dates». Il a avancé que «plusieurs réunions bilatérales entre les membres de l'Opep» allaient se tenir à l'occasion de cette réunion informelle. Cependant, en cas de consensus, les participants peuvent décider de convoquer une réunion extraordinaire de l'Opep où seront prises des décisions. Même s'il s'agit d'une réunion informelle, l'Algérie et plusieurs pays touchés par le choc pétrolier portent un grand espoir sur la réunion de l'Opep à Alger, du fait déjà que la réunion de Doha en avril dernier a été clôturée sans aucun accord entre les pays. Un échec expliqué par la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Dans ce contexte, Alger déploie de grands efforts pour rapprocher les visions entre les pays exportateurs de pétrole. A cet effet, le ministre de l'Energie est

en tournée marathonienne depuis plusieurs jours. La semaine passée, il était à Moscou où il avait déclaré que la réunion informelle de l'Opep allait «offrir l'opportunité pour parvenir à un accord qui favorisera la stabilité du marché du pétrole». L'Algérie a une proposition qu'elle soumettra aux participants de la réunion d'Alger. «Nos consultations menées auprès de nos partenaires montrent qu'il y a un consensus autour de la nécessité de stabiliser le marché», avait souligné Boutarfa. Ce dernier s'était rendu notamment au Qatar, en Iran et enfin à Paris, et s'est entretenu avec des hauts responsables, dont le SG de l'Opep, sur la situation du marché pétrolier et sur les perspectives de la réunion d'Alger. A cet effet, il a rencontré ses homologues saoudien, russe, iranien et qatari ainsi que le SG de l'IEF. L'Algérie soutient un prix juste de pétrole entre 50 et 60 dollars le baril. Cependant, malgré les déclarations en faveur d'une amélioration des prix du brut, rien n'est encore acquis surtout que l'Iran veut à tout prix récupérer ses années perdues à cause de l'embargo qui lui était imposé. Le SG de l'Opep a été reçu hier aussi par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Selon un communiqué des services du Premier ministre, l'audience «a permis d'aborder les questions liées à la situation prévalant sur les marchés pétroliers à la veille de la tenue de la réunion informelle de l'Opep à Alger». Il est ajouté qu'«il a été fait état des dispositions prises pour faire de cette importante réunion une réussite afin d'arriver à stabiliser le marché et le prix du pétrole».

N. C.

Université

Le ministre estime «très limité» le plagiat scientifique...

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a affirmé, hier, depuis l'université Mohamed-Khider de Biskra, que le plagiat scientifique dans le système d'enseignement supérieur algérien est très limité comparativement à d'autres pays, à la faveur des dispositifs intégrés mis en place contre ce phénomène. Le plagiat est un phénomène universel et les cas évoqués en Algérie par certains médias sont «insignifiants comparativement à ce qui est signalé à travers le monde», a précisé le ministre qui intervenait à l'occasion d'un cours sur «la déontologie dans l'université», en inauguration de la nouvelle année 2016-2017. La majorité des plagiats évoqués n'est pas considérée comme des

plagiats car ayant été découverte avant la soutenance, amenant les conseils scientifiques à rejeter ces thèses suspectes, a noté M. Hadjar, estimant que cela témoigne «du niveau élevé de vigilance affichée par les conseils scientifiques». Le ministre a assuré que le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique s'est rapidement doté de multiples dispositifs intégrés pour contrer ce phénomène dont nombre d'articles du statut du chercheur, la constitution de conseils de déontologie universitaire et ses sections ouvertes dans tous les établissements universitaires et la charte de la thèse publiée l'année passée fixant les droits et devoirs des étudiants doctorants. Ces dispositifs ont été consolidés en juillet 2016 par

la signature d'un arrêté fixant les règles relatives à la prévention du plagiat scientifique et la fraude dans les travaux scientifiques universitaires, a encore indiqué M. Hadjar. Cet arrêté, a-t-il souligné, insiste sur la sensibilisation et la prévention plutôt que sur la sanction car sa finalité, a encore soutenu le ministre, consiste à favoriser la diffusion des comportements respectueux de la recherche scientifique et de ses valeurs. «C'est pour consolider cette orientation qu'a été choisie la question de la déontologie universitaire comme thème du cours inaugural de la rentrée universitaire 2016/2017 à partir de Biskra», a encore affirmé le ministre.

K. L.

LA QUESTION DU JOUR

Bavure ou acte délibéré ?

suite de la page Une

Tout au contraire, on dirait que le large respect de l'accord sur l'arrêt des hostilités a libéré la parole de ses auteurs, du moins celle dont ils usent l'un en direction de l'autre. C'est ainsi que les Russes ont fait campagne pour que soit rendues publiques l'ensemble des clauses de cet accord. Une réunion du Conseil de sécurité a même été convoquée pour ce faire, mais qui a été annulée in extremis, évidemment à la demande des Américains. Que l'attaque sanglante sur Deir-Ezzour ait été effectuée pour calmer après cela les craintes de leurs alliés, dans la région et dans les rangs de la rébellion, ne serait pas pour étonner, tant l'embarras des Américains a été perceptible ces derniers jours. C'est comme s'ils leur disaient d'être patients, que leur refus de la publication de l'accord ne veut pas dire qu'ils sont en train d'abandonner leurs engagements envers eux, que leur pays traverse un passage à vide, dû au fait qu'ils se trouvent dans une sorte d'interrègne, ce qui les oblige à limiter leurs objectifs, à préférer à tout la préservation du statu quo, mais qu'ensuite leur politique syrienne sera plus conforme à ce qu'eux-mêmes, leurs alliés, en attendent. Autrement dit : un coup fumant, même revendiqué comme un coup manqué, vaut toujours mieux que mille discours. Rien de tel qu'un massacre de soldats syriens pour calmer les craintes des alliés, et les garder dans l'obéissance. L'attaque-bavure peut-être très bien un avant-goût de l'Amérique d'après-Obama, surtout si c'est Hillary Clinton qui le remplace à la Maison-Blanche. En tout cas c'est ainsi qu'elle a été donnée à lire aussi bien aux alliés qu'aux ennemis. Le représentant russe au Conseil de sécurité a fait preuve de sagesse en s'en tenant quant à lui à cette teneur, car dans le doute il vaut toujours mieux s'attendre au pire. Si demain, et avant que Clinton ne devienne la première femme présidente des Etats-Unis, une deuxième bavure du même ordre était commise par les avions de la même coalition et dont feraient toujours les frais l'armée loyaliste syrienne, alors l'annonce ne ferait plus le moindre doute. On saurait alors de quoi est fait demain.

M. H.

Tizi-Ouzou Des commerçants contestent le régime des cotisations propre à la wilaya

DES DIZAINES de commerçants de la wilaya de Tizi-Ouzou, issus des différentes activités, ont organisé hier une marche escargot de véhicules pour exprimer leur colère face au nouveau régime des cotisations en vigueur depuis le début de l'année en cours au niveau de l'agence locale de la Caisse nationale des non-salariés (Casnos). Le nouveau régime, différent de celui pratiqué dans les autres régions du pays eu égard à son montant supérieur, a été décrié par les protestataires. Ils réclament l'application du régime effectif dans toutes les autres wilayas, refusant ainsi de tenir compte des arguments fournis à maintes reprises par les responsables locaux et nationaux de la Casnos. La marche, initiée par un collectif regroupant des commerçants et des bénéficiaires des différents dispositifs d'aide à l'emploi de jeunes (Ansej, Cnac et Angem), a pris le départ depuis les entrées principales de la ville du chef-lieu de wilaya, notamment Oued Aissi à l'est et Boukhalfa à l'ouest. Les protestataires se sont donnés rendez-vous au siège de la Casnos situé au niveau du boulevard Krim-Belkacem de la nouvelle ville de Tizi-Ouzou pour y observer un sit-in. Ils ont scandé des slogans hostiles aux mesures liées aux cotisations. Le régime est considéré par les initiateurs de cette action de protestation comme une violation de «la loi 15-289» fixant le minimum à payer en matière de cotisation à la sécurité sociale à 32 400 DA pour tous les commerçants. Alors que ceux de la wilaya de Tizi-Ouzou cotisent à hauteur de 42 000 DA. Les manifestants n'ont pas manqué de relever qu'ils cotisent plus de 10 000 DA de plus par rapport au minimum arrêté par l'article 14 du décret exécutif 15-289. Ils réclament l'application dudit article dans son intégralité et l'annulation de cette mesure en vigueur dans la wilaya de Tizi Ouzou. Ils ont même exigé l'indemnisation des cotisants victimes ayant déjà payé les 42 000 dinars. L'action des protestataires n'a pas été sans conséquence sur la circulation routière à l'entrée de la capitale du Djurdjura ainsi qu'au centre-ville de Tizi Ouzou, engendrant des embouteillages aux nombreux usagers de la route en ce premier jour de semaine. Ce n'est qu'au milieu de l'après-midi que les protestataires ont levé leur sit-in dans le calme, promettant de revenir à la charge si leur revendication n'est pas prise en considération.

Hamid M.

Il est désormais à 10 chiffres

Le nouveau tarif douanier est entré en vigueur

■ Le nouveau tarif douanier à 10 chiffres est appliqué depuis hier, dimanche 18 septembre, par les services douaniers en remplacement de l'ancien tarif à 8 chiffres.

Par Hatem B.

L'administration douanière a récemment appelé les opérateurs économiques et les auxiliaires des douanes à prendre toutes leurs dispositions pour le respect de la date du 18 septembre. Selon les explications de la Direction générale des douanes, cette réforme vise un meilleur encadrement du commerce extérieur sans, toutefois, augmenter les taux appliqués. Le tarif douanier, qui est une nomenclature de marchandises à laquelle correspond des codes chiffrés, était codifié à 8 chiffres mais couvrant plusieurs produits à la fois. C'est ainsi que pour des besoins de précision, l'administration douanière a opté pour l'identification de plus de produits avec davantage de codifications en passant de 8 à 10 chiffres. La nouvelle structure compte ainsi 15 946 sous-positions tarifaires avec les 10 chiffres, contre 6 126 sous-positions tarifaires avec les 8 chiffres, selon la même source. A titre d'exemple, la catégorie des pièces automobiles avaient jusque-là deux ou trois pièces explicitement identifiées, alors que les autres pièces étaient codifiées sous le terme «autres». Cette révision permet désormais de spécifier certains produits telles que les pièces de rechan-



Ph/D. R.

ge pour permettre aux Douanes d'en connaître les statistiques, d'en changer la fiscalité ou d'y introduire une licence. Le répertoire des marchandises de la DGD devient donc plus détaillé avec des statistiques plus affinées avec la possibilité de moduler les droits et taxes de douane selon la nature du produit. Ces mesures permettent,

en outre, une meilleure visibilité dans le cadre des négociations que mène l'Algérie avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et pour la renégociation de l'Accord d'association avec l'Union européenne. «A la base, ces négociations se font sur le tarif douanier. Ce tarif à 10 chiffres va nous aider à renforcer notre capacité de négociations

car quand nous avons plusieurs produits de la même sous-position tarifaire, nous avons un manque de visibilité et, par conséquent, la négociation est quelque peu affectée», avait expliqué récemment le directeur général des Douanes, M. Keddour Bettahar. **H. B./APS**

Ouverture de 11 établissements spécialisés à travers le pays

Activer la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, a annoncé, hier à Alger, l'ouverture de 11 établissements spécialisés à travers le pays pour la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques. M^{me} Meslem a précisé à la Radio nationale que 11 centres spécialisés ont été ouverts cette année à travers le pays, dont 10 pour la prise en charge des handicapés mentaux et 1 à Khenchela pour la prise en charge des enfants non-voyants.

Elle a rappelé que le nombre global des établissements spécialisés a atteint cette année 236 répartis comme suit : 152 centres psycho-pédagogiques pour enfants atterrés, 46 centres pour les sourds et malentendants, 23 centres pour les enfants non-voyants, 7 centres pour les insuffisants respiratoires et 8 centres pour les handicapés moteurs. La ministre a indiqué qu'un accord a été signé avec le secteur de l'Education nationale qui se chargera de l'affectation d'enseignants spécialisés alors

que son département assurera la prise en charge psychologique. Concernant les enfants autistes, la ministre a souligné avoir donné des instructions pour une meilleure prise en charge de cette catégorie, conformément au rapport d'orientation du médecin spécialiste ayant suivi l'enfant. Des espaces ont été ouverts au niveau de 11 établissements pour handicapés mentaux, a indiqué M^{me} Meslem qui a également donné instruction pour l'ouverture d'au moins une classe pour les enfants autistes à

travers les 152 centres psychopédagogiques. S'agissant de l'impression du manuel scolaire en braille pour les trois cycles d'enseignement, la première responsable du secteur a précisé que le travail a été confié à l'Office national des publications scolaires après avoir soumis la question au Premier ministre Abdelmalek Sellal. La ministre a enfin affirmé que l'Algérie ne renoncera pas à la pension attribuée aux personnes aux besoins spécifiques.

Hasna G.

Maîtrise de l'énergie dans les bâtiments

Des solutions technologiques en élaboration à l'UST d'Oran

Plusieurs solutions technologiques visant une meilleure maîtrise de la consommation énergétique dans les bâtiments sont en cours d'élaboration à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB), a indiqué dimanche le directeur du Laboratoire de recherche compétent. «Six projets de recherche portant amélioration de l'efficacité énergétique sont menés au profit du secteur de la construc-

tion», a précisé P' Abderrahmane Mokhtari lors d'une conférence inaugurant la nouvelle année universitaire 2016/2017, tenue à l'auditorium de l'USTO-MB en présence du wali d'Oran, Abdelghani Zaalane et de la rectrice, Nacéra Benharrat. «Les systèmes en développement sont très prometteurs tant au plan économique qu'en matière de préservation de l'environnement», a-t-il souligné dans sa communication animée à l'issue

du coup d'envoi national de la rentrée 2016/2017 donné par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, à partir de l'Université de Biskra et suivi en direct à l'USTO-MB par visioconférence sur grand écran. «Parmi ces solutions technologiques à l'étude, certaines permettront de se passer, sinon de réduire sensiblement le recours à la climatisation», a affirmé P' Mokhtari, expliquant que ses

équipes de recherche s'évertuent à éprouver les propriétés des matériaux dits poreux, à même de favoriser l'élimination de la chaleur de l'air. «D'autres projets sont quant à eux axés sur les matériaux dits à changement de phase qui offrent l'avantage de se comporter en fonction du type de climat, agissant en régulateurs thermiques naturels», a fait savoir le spécialiste.

Ghani H.

Lancement des travaux de construction

Une usine de montage de camions à Mascara

■ Les travaux de construction d'une usine de montage de camions de marque «Scania» ont été lancés dernièrement dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris du directeur de l'entreprise chargée du projet.

Par Souad H.

Le directeur de l'entreprise «Attifi», Mohamed Mezoughi, a souligné que le projet, qui s'inscrit dans le cadre d'un investissement conjoint entre le groupe «Mezoughi» et la entreprise «Scania Algérie» à travers sa société fondée par les deux partenaires, est entré en phase de réalisation après l'achèvement des études de génie et technique, l'acquisition du terrain propice dans la nouvelle zone industrielle de la commune de Oggaz et du permis de construire. Une demande d'agrément a été déposée la première semaine de septembre au niveau du ministère de l'Industrie et des Mines. Le premier camion de l'usine sortira dans un an après



l'obtention de l'agrément. L'usine, nécessitant un montant de 1,5 milliard DA, prévoit la production de 1 200 camions dans les 1^{er} et 2^e années pour

accroître, voire plus tard une augmentation suivant la demande locale et étrangère. L'entreprise devra exporter une partie de sa production vers des

pays africains. Le groupe «Mezoughi» œuvre, selon son directeur général, à bénéficier du réseau de sous-traitance créé actuellement au niveau de

l'ouest du pays dans le cadre des projets d'industrie mécanique pour accroître progressivement le taux d'intégration nationale. Parallèlement au lancement des travaux, une session de formation de 105 employés qui seront recrutés par l'usine sera lancée et supervisée par des techniciens de la société mère en Suède qui encadreront des travailleurs et techniciens algériens dans les premières années de production. Pour rappel, le groupe Mezoughi compte huit filiales dans plusieurs domaines, dont celui des travaux publics et bâtiment, employant 2 300 travailleurs.

S.H./Agences

Emploi

Près de 6 340 offres collectées dans cinq wilayas de l'ouest en 8 mois

Près de 6 340 offres d'emploi ont été enregistrées par la direction régionale ouest de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) durant huit mois de l'année en cours grâce au travail de prospection mené auprès des entreprises publiques et privées dans cinq wilayas de l'ouest, a-t-on appris hier auprès de cette structure régionale. Plus exactement, 6 339 offres d'emploi ont été collectées du 2 janvier au 31 août derniers dans les wilayas d'Oran, Ain Témouchent, Mostaganem, Tlemcen et Sidi Bel-Abbès, grâce au programme de prospection entrepris par l'Anem auprès des entreprises clientes et celles nouvellement créées

(opérateurs économiques publics et privés et administrations), a indiqué à l'APS Faiza Benbakhti, responsable du département de communication au sein de la direction régionale de l'emploi. Ce travail de prospection a été entrepris par les cadres de l'Anem auprès de 2 568 entreprises dans les wilayas citées, dont 488 nouvelles, ciblées par ces actions. Outre la découverte de nouvelles entreprises, le travail de prospection a permis de «renforcer nos relations avec les entreprises clientes au nombre de 1 916, et de relancer le travail avec 164 autres», a souligné M^{me} Benbakhti. En dispositif classique, quelque

5 516 offres ont été collectées durant cette période, 431 autres en Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et enfin 392 offres en Contrat de travail aidé (CTA). Pour ce qui est du secteur de l'agriculture, 961 offres d'emploi ont été enregistrées dans les cinq wilayas durant la même période, dont 514 offres par le biais de la prospection et 447 autres offres déposées par les employeurs au niveau de différentes agences des wilayas. Pour la même responsable, ces résultats sont «plus que satisfaisants» d'où l'importance, selon elle, de poursuivre ce travail de longue haleine.

Amel B.

Matières premières

Les cours sans tendance claire

Les cours des matières premières échangées sur les marchés mondiaux ont une nouvelle fois suivi des chemins différents en l'absence d'indicateurs en mesure d'imposer une tendance unique. Les cours du pétrole ont terminé la semaine en baisse, les inquiétudes sur une surabondance de l'offre, à court terme à plus long terme dominant à nouveau le marché. A Londres, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, a reculé, à 45,77 dollars contre 49,25 dollars une semaine plus tôt sur l'Intercontinental Exchange (ICE). Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a lui aussi baissé à 43,03 dollars sur le contrat pour livraison en octobre au New York Mercantile Exchange (Nymex), contre 46,96 dollars, le vendredi précédent. Les cours des matières premières alimentaires ont graduellement regagné du terrain la semaine écoulée, le café tirant profit de la perspective de récoltes insuffisantes pour satisfaire la demande, le cacao grimant après des propos rassurants des autorités ivoiriennes tandis que le sucre

restait stable en l'absence de signaux forts. Le rebond du sucre a été accentué en fin de semaine par l'appréciation du dollar, monnaie dans laquelle sont libellés les échanges à Londres comme à New York, un mouvement qui tend à rendre plus onéreux les achats pour les investisseurs munis d'autres devises. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en décembre valait 572 dollars, contre 540,70 dollars le vendredi précédent pour le contrat d'octobre. A New York, la livre de sucre brut pour livraison en mars 2017 valait 21,98 cents, contre 20,01 cents pour le contrat d'octobre sept jours auparavant. A Londres, la tonne de Robusta pour livraison en novembre valait 1 933 dollars, contre 1 903 dollars le vendredi précédent. Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'Arabica pour livraison en décembre valait 148,30 cents, contre 151,15 cents sept jours auparavant. Sur le Liffe de Londres, la tonne de cacao pour livraison en décembre valait 2 247 livres sterling vendredi, contre 2 199 livres sterling le vendredi précédent. A New York, la

tonne pour livraison en décembre valait 2 808 dollars, contre 2 899 dollars sept jours plus tôt. Les cours du blé, du maïs et du soja ont baissé à Chicago, réagissant à des prévisions plus ou moins engageantes sur l'offre du ministère américain de l'Agriculture (USDA). L'offre mondiale de blé pâti notamment de l'été catastrophique des agriculteurs français, qui a poussé l'USDA à réduire ses prévisions pour l'Union européenne (UE), ce qu'a également confirmé jeudi une nouvelle révision en baisse de la production locale par l'organisme France AgriMer. Le boisseau de blé pour décembre, lui aussi le plus actif, valait 4,0325 dollars, contre 4,0350 dollars auparavant (-0,06%). Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en décembre, le contrat le plus échangé, a terminé vendredi à 3,3700 dollars contre 3,4100 dollars en fin de semaine précédente (-1,17%). Le boisseau de soja pour novembre, là encore le plus échangé, coûtait 9,6000 dollars contre 9,8025 dollars précédemment (-2,07%). Les métaux précieux ont souffert la semaine dernière

d'un manque de clarté sur les perspectives économique et monétaire aux Etats-Unis avant d'être plombé vendredi par des données meilleures qu'attendu sur l'inflation américaine, qui ont revigoré le dollar et pesé sur l'ensemble des métaux précieux. Sur le London Bullion Market, l'once d'or a terminé à 1 308,35,85 dollars vendredi, contre 1 330,85 dollars le vendredi précédent. L'once d'argent a fini à 18,91 dollars, contre 19,41 dollars il y a sept jours. Les prix des métaux de base échangés sur le London Metal Exchange (LME) ont divergé en l'absence d'indicateurs. Sur le LME, la tonne de cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 4 778 dollars vendredi, contre 4 654,50 dollars le vendredi précédent, l'aluminium valait 1 576 dollars la tonne, contre 1 589 dollars, le plomb valait 1 940 dollars la tonne, contre 1 905,50 dollars, l'étain valait 19 085 dollars la tonne, contre 19 605 dollars, le nickel valait 9 705 dollars la tonne, contre 10 400 dollars et le zinc valait 2 212 dollars la tonne, contre 2 301,50 dollars.

Agences

Djezzy lance le pack Line Huawei Y3II

DJEZZY, pionnier de la technologie digitale en Algérie, a le plaisir d'annoncer le lancement d'un pack Line Huawei, une combinaison alliant un smartphone Androïde de type Huawei Y3II accompagné d'un forfait post-payé «Line». Le pack 4G de Djezzy qui arrive en prévision du lancement du réseau de 4eme génération mobile répond parfaitement aux attentes de nos abonnés et futurs abonnés. Le pack est mis en vente à partir de 11900DA selon le type d'abonnement «Line» qui l'accompagne. Djezzy tient à rappeler que les forfaits LINE, sont des forfaits illimités qui permettent aux clients de communiquer, d'envoyer des SMS et même de se connecter gratuitement aux réseaux sociaux! Le client peut choisir entre LINE 1200, LINE 2000, LINE 3000 et LINE 5000, une gamme riche qui offre des avantages très généreux adaptés aux différents modes de consommation. Le Smartphone proposé est doté d'un système à double puce en plus d'un Ecran 4.5 IPS LCD d'une résolution de 480 x 854 pixels et un processeur Quad-core ainsi que d'une mémoire RAM de 1 Go avec une capacité de stockage de 8 Go. Le Smartphone dispose également d'une mémoire extensible Jusqu'à 32 Go et fonctionne avec un système d'exploitation Android 5.1 (Lollipop). L'offre est disponible dans tous les centres de services Djezzy. Elle est valable jusqu'à épuisement du stock disponible. Avec Djezzy, vous êtes déjà dans l'ère de la 4G.

Communiqué

Constantine

Plus de 20 000 logements à réceptionner en 2017

■ Plus de 20 000 logements tous segments confondus, actuellement en cours de réalisation, seront réceptionnés en 2017 à Constantine, a annoncé le chef de l'exécutif local au cours d'une visite de travail dans les différents chantiers du secteur de l'habitat.



Par Siham N.

La réception de ces unités dont la majorité sont des logements sociaux permettra à la ville des ponts de «régler définitivement la crise du logement», a considéré M. Hocine Ouadah qui a mis l'accent sur «l'importance» de ces

programmes dans «l'élimination des poches de précarité persistant encore dans la wilaya» et la «satisfaction des demandes en matière de logement social». Avant la fin de l'année 2016, environ 10 000 logements seront réceptionnés à Constantine, a encore ajouté le wali qui a fait

part de la prochaine distribution de plus de 3 000 logements publics locatifs (LPL) dont les travaux sont entièrement achevés. Affichant sa satisfaction quant à la cadence et la qualité des travaux de réalisation de logements sociaux, le même responsable a indiqué que les

efforts étaient en cours pour permettre l'accélération des travaux de réalisation des voiries et réseaux divers (VRD) indispensables pour la livraison des différents programmes de logement. Au cours de sa visite de travail le wali a inspecté le chantier du programme de 32 000 LPL en cours de réalisation à la ville Ali Mendjeli, Massinissa et Ain Nehas. Par ailleurs, le même responsable a souligné que la liste des bénéficiaires d'un quota de 1 400 logements LPL de la commune d'El Khroub, sera rendue publique «dans deux jours», précisant que la remise des clés aura lieu après l'épuisement de la période des recours fixée à 10 jours.

3 400 logements AADL livrés avant fin 2016

M. Ouadah a également indiqué qu'un quota de 3 400 logements location vente réalisé par l'AADL (Agence de l'amélioration et du développement du logement), actuellement en cours de réalisation dans la région de Retba, dans la commune de Didouche û Mourad sera réceptionné «avant fin 2016». Ce quota fait partie d'un total de 6 000 logements AADL en cours de réalisation sur ce site, a souligné le chef de l'exécutif local, précisant que le reste du même programme sera réceptionné «au

courant de l'année 2017». In situ, une convention avec l'entreprise chinoise chargée de ce projet a été conclue pour la réalisation à titre gracieux de deux groupes scolaires, a-t-on noté.

La wilaya de Constantine comptabilise un programme de réalisation de plus de 44 000 logements publics locatifs (LPL) a indiqué le directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Abdelghani Dib, précisant que la cadence de réalisation de ces logements avance à un rythme «soutenu».

S. N./APS

Ansej à Laghouat Création de 13 micro-entreprises versées dans les TIC

TREIZE micro-entreprises versées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont été créées dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris auprès de l'antenne locale de l'agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej). Montées par des jeunes universitaires, ces petites entités économiques, d'un capital de 5 millions DA chacune, constituent le fruit d'une convention signée par l'entreprise Algérie-Télécom (A.T) et l'Ansej portant financement et formation des promoteurs de projets, selon la même source. Les jeunes éligibles devront bénéficier d'une formation théorique et pratique en plus des marchés de réalisation des projets relevant de l'AT, a-t-on ajouté. Quatre petites entreprises se sont employées depuis à la modernisation du réseau téléphonique fixe, la pose de la fibre optique, et l'installation du réseau MSAN «Multiservice Access Node» à travers plusieurs communes de la wilaya. Dans l'optique d'orienter les promus universitaires vers ces activités, l'Ansej s'attelle à conforter les efforts de sensibilisation menées par la maison d'entrepreneuriat à l'université Ammar-Thelidji de Laghouat en direction des étudiants, par l'organisation de campagnes de sensibilisation et vulgarisation à travers les communes de Laghouat, a-t-on fait savoir. Pas moins de 51 projets ont été financés durant le premier semestre par le biais de l'Ansej de Laghouat, parmi un total de 3 220 projets financés depuis la création de ce dispositif en 1998. R.R.

Blida /Formation professionnelle

Signature de 60 conventions avec différents secteurs

Une soixantaine de conventions de formation ont été signées, à Blida, entre des établissements de formation et d'enseignement professionnels de la wilaya et différents secteurs d'activités, durant le premier semestre 2016, a-t-on appris du responsable du secteur. Ces conventions, signées au titre de la mise en œuvre de l'accord paraphé, le 15 septembre 2004, entre le ministère de la formation professionnelle et de l'apprentissage et différents secteurs, ont permis la formation de près de

1 238 cadres et employés, avec une amélioration de leurs compétences et aptitudes, a indiqué Bekouche Abdelkader Le secteur économique a été le plus grand bénéficiaire de ces opérations de formation, avec 554 cadres et employés formés, suivi des entreprises publiques (478 formés), le ministère de la défense nationale (116) et le ministère de la Justice (90). Selon M. Bekouche, ces conventions ont été signées avec, entre autres, la direction locale des travaux publics (DTP) pour la formation

de 15 cadres et l'université Saïd Dahlab de Blida, en vue du développement du partenariat entre les deux parties, dans le secteur de l'agroalimentaire notamment. Une autre convention a été signée avec la direction du logement, de l'urbanisme et de la ville, au titre du plan quinquennal de formation 2015-2019, relatif au secteur national du Logement. Selon le directeur du logement de la wilaya, de nombreuses spécialités en relation avec les métiers du bâtiment ont été introduites, à ce titre, durant

la session professionnelle de septembre 2016, prévoyant 290 offres pédagogiques, à cet effet. Le premier semestre 2016 a, également, enregistré l'élaboration d'un projet d'accord avec la direction des ressources en eau et de l'environnement stipulant l'ouverture, durant cette même session de septembre, de 245 places pédagogiques dans les métiers de l'eau et de l'environnement, dans un objectif d'«assurer une main-d'œuvre locale qualifiée pour ce secteur», a ajouté M. Bekouche. May T.

Skikda/ Daïra de Benazouz

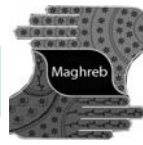
Mise en exploitation de trois équipements publics

La daïra de Benazouz, à l'est de la wilaya de Skikda a été consolidée par trois équipements publics, relevant des secteurs du transport, de l'éducation et de la jeunesse et des sports mises en service, a-t-on constaté. Situées dans les communes de Bekkouche Lakhdar et au chef lieu de daïra, ces infrastructures ont été inaugurées par le chef de l'exécutif local, Faouzi Benhassine lors d'une visite d'inspection effectuée dans cette daïra où la volonté de l'Etat à

concrétiser le plan de développement de la région a été soulignée. Dans la commune de Bekkouche Lakhdar, un groupe scolaire de catégorie «B» qui a fait l'objet de travaux de réhabilitation mobilisant une enveloppe financière de 28 millions de dinars a été inauguré. In situ, le chef de l'exécutif local a insisté sur l'importance d'assurer les bonnes conditions de scolarisation des élèves de cet établissement. Dans la même commune, M. Benhassine a également ins-

pecté le chantier du complexe sportif de la région de «Mekassa» où des instructions ont été données aux responsables chargés de la réalisation à l'effet d'accélérer la cadence des travaux en dotant le chantier des moyens matériels et humains pour le parachèvement des travaux dans les délais impartis. Dans la commune de Benazouz, le wali a procédé à l'inauguration d'un complexe sportif de proximité, d'un coût de 50 millions de dinars, baptisé au nom du défunt mouja-

hid Djenan Khmissi et à la mise en exploitation d'une gare routière, implantée sur une superficie totale de 5 000 m² et baptisée au nom du moujahid Rabhi Smain. Le même responsable s'est enquis des travaux d'aménagement de la zone d'activités de Boumaïza et a instruit à l'effet d'accélérer les opérations d'aménagement de ce foncier industriel de 97 hectares en prévision de l'implantation d'importants projets d'investissements programmés. M.O./agences



Tunisie

Tensions sociales à Fernana à propos du sous-développement de la région

■ La tension est redescendue d'un cran dans la région de Jendouba, dans le nord-ouest de la Tunisie. La semaine dernière, un cafetier s'est immolé devant la mairie de la ville de Fernana, étincelle qui a déclenché plusieurs jours de révoltes sociales. Les manifestants protestaient contre le sous-développement de cette région.



Par Mondji T.

Les autorités ont fini par limoger trois hauts responsables locaux et régionaux. Mais dans cette zone marginalisée, les raisons de la colère sont profondes et anciennes. Lors des protestations, des habitants ont menacé de mettre hors d'usage une station de pompage qui approvisionne en eau la capitale, Tunis. Paradoxalement, c'est dans cette région de Jendouba et Fernana qu'il pleut le plus, en Tunisie. Pourtant, là-bas, près de la moitié de la population n'est pas raccordée à l'eau potable. Dans cette zone rurale, près de

la frontière algérienne, la plupart des services publics de base, comme la sécurité sociale, la poste, les services de santé, ne sont pas présents, ou réduits au strict minimum. Et le taux de chômage approche des 25%, contre 15% à l'échelle nationale. Selon le responsable d'une association locale, à Fernana, les écoles et la plupart des services publics sont restés fermés ces derniers jours. Joint par téléphone, il affirme que certains habitants se réjouissent du limogeage des trois responsables régionaux cette semaine. Mais pour plusieurs jeunes qui ont participé aux manifestations, dit-il, le pro-

blème de fond demeure : le désengagement de l'Etat et le sous-développement de la région.

Nouvelle loi d'investissement 5 ans après sa révolution

Un nouveau code d'investissement censé favoriser le climat des affaires en Tunisie a été voté par le Parlement, dans l'espoir de relancer l'attractivité économique du pays, confronté à une croissance atone cinq ans et demi après sa révolution. Attendu depuis la chute du régime de Zine el Abidine Ben Ali en

2011, ce nouveau code d'investissement a été adopté par les 134 députés présents (sur 217) avec 114 voix pour 4 contre et 16 abstentions. La nouvelle loi, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier, prévoit notamment la création d'un conseil supérieur de l'investissement. Elle vise à lever certaines entraves bureaucratiques, et à permettre une plus grande flexibilité pour le monde des affaires. «*Même si je ne suis pas pleinement satisfait de cette loi, c'est un pas positif*», a dit le ministre de l'Investissement Fadhel Abdelkefi, selon des propos rapportés par Al Bawsala, une ONG qui supervise les travaux de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP, Parlement).

«*L'investissement doit aussi garantir un emploi décent, un salaire décent et une couverture sociale décente*», a ajouté M. Abdelkefi, entré en fonctions fin août au sein d'un nouveau gouvernement, après que le cabinet sortant eut été jugé en échec, en particulier sur l'économie.

L'adoption de ce nouveau code intervient alors que la Tunisie prévoit d'organiser les 29 et 30 novembre une grande conférence internationale des investisseurs à Tunis, en présence de plus d'un millier d'entreprises.

A la fois pionnier et unique rescapé des Printemps arabe, le pays a pâti de son instabilité depuis sa révolution de 2011, et se trouve dans une situation économique et sociale délicate avec une croissance atone et un chômage massif. Cette conférence

sera l'occasion d'exprimer la «*volonté*» de l'Etat tunisien «*de mener des réformes structurelles*» et «*de favoriser le développement de l'investissement privé*», ont notamment affirmé jeudi ses organisateurs lors d'une conférence de presse.

L'état d'urgence repart pour un mois à partir d'aujourd'hui

L'état d'urgence en vigueur en Tunisie depuis près d'un an en raison d'une série d'attaques terroristes sanglantes a de nouveau été prolongé pour un mois, a indiqué la présidence de la République dans un communiqué. «*Décidée par le président de la République Béji Caïd Essebsi, cette mesure intervient après consultation du Chef du gouvernement Youssef Chahed et du président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), Mohamed Ennaceur*», a-t-on précisé dans le communiqué, cité par l'agence TAP. En vigueur depuis le 24 novembre 2015 à la suite d'un attentat contre un autobus de la garde présidentielle, l'état d'urgence a été prorogé le 22 décembre 2015 pour une période de deux mois, avant d'être repoussé pour un mois à partir du 22 février 2016, a rappelé la TAP. L'état d'urgence a été prolongé, de nouveau, de trois mois à partir du 23 mars 2016, avant d'être prorogé d'un mois, puis de deux mois à compter du 21 juillet 2016, a-t-on ajouté.

M. T./Agences

Sahara occidental / Alguergarat

L'ONU propose un déploiement exclusif de la Minurso dans la région

Les Nations unies ont proposé un déploiement exclusif des forces de la Minurso dans la zone d'Alguergarat au Sud ouest du Sahara occidental, où le Front Polisario et le Maroc maintiennent leurs positions à 120 mètres des uns des autres. L'ONU a proposé le retrait des forces du Polisario et du Maroc de cette région tampon et le déploiement permanent et exclusif des forces de la Minurso, a indiqué le porte parole du SG de l'ONU, Stéphane Dujarric au cours de son point de presse quotidien. Interrogé sur les détails de la proposition de Ban Ki-moon concernant la construction par le Maroc d'une route traversant les territoires sous contrôle du Front Polisario, M. Dujarric a répondu qu'elle «*comprendrait le retrait des forces armées des deux camps et le*

maintien d'une présence exclusive de la Minurso dans cette région». La proposition est sujette cependant à l'approbation des deux parties du conflit que sont le Front Polisario et le Maroc, a-t-il précisé, en affirmant que la reprise des hostilités n'est dans l'intérêt d'aucune partie. Le porte parole a omis de donner des détails sur la proposition du secrétariat général d'achever la construction de cette route, contestée par le Front Polisario car violant l'accord de cessez-le-feu de 1991. Le Conseil de sécurité a rejeté la semaine dernière cette proposition, qui est en contradiction avec la position antérieure de l'ONU sur ce projet. L'ONU avait déjà considéré dans trois rapports précédents ces travaux comme une violation de l'accord de 1991. Le Maroc avait entamé en août dernier les

travaux de balisage de ce tronçon d'une longueur de 3,8 km, devant relier la zone d'Alguergarat à la Mauritanie en menant également dans la région une prétendue opération sécuritaire sans avertir au préalable la Minurso. La situation sécuritaire dans la zone d'Alguergarat reste tendue, selon l'ONU, malgré les efforts de médiation de la Minurso (mission de l'Onu pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental). Les deux camps ont maintenu leurs positions à environ 120 mètres les uns des autres. «*Les Nations unies redoutent en effet une reprise des hostilités, avec un risque d'implications régionales*», avait averti le porte-parole. Stéphane Dujarric a, par ailleurs, refusé de commenter une plainte du Maroc qui a contesté le fait que

le représentant du Front Polisario, Ahmed Boukhari, tienne une conversation dans l'enceinte de l'ONU avec Moncef Khan secrétaire de la troisième commission chargée des questions liées aux affaires humanitaires et aux droits de l'homme. «*Je ne vais pas commenter ce cas particulier de toute évidence et je pense qu'en règle générale le personnel des Nations Unies est libre de parler à quiconque ici dans ce bâtiment*», a-t-il dit, refusant d'alimenter la spéculation sur cette affaire.

Une délégation parlementaire du Salvador et de Hongrie dans les camps des réfugiés

Une délégation parlementaire du Salvador et de Hongrie effectuera une visite de travail dans

les camps des réfugiés sahraouis où elle rencontrera des responsables sahraouis. La délégation comprend un membre du Parlement salvadorien et un autre du parlement hongrois, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS), précisant que le parlementaire salvadorien devrait signer un protocole d'action pour la création d'une commission d'amitié parlementaire Sahara-Salvador. Le bureau du Conseil national sahraoui (CNS) a décidé la création de cette commission lors de sa réunion tenue jeudi sous la présidence de Khatri Addouh.

La délégation parlementaire visitera les institutions sahraouies pour «*s'enquérir de l'expérience démocratique et institutionnelle*» et rencontrera des responsables sahraouis, selon SPS.

Faiza O./APS



New York

Une explosion «intentionnelle» fait 29 blessés et ravive les craintes d'attentats

■ Une explosion d'origine «intentionnelle» dans un quartier très animé de New York a fait 29 blessés samedi, réveillant les craintes d'attentats, mais les autorités ont souligné n'avoir aucune preuve de lien terroriste à ce stade.

Par Rosa T.

L'explosion est survenue presque une semaine jour pour jour après les commémorations du 15^e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, et le même jour qu'une autre explosion dans le New Jersey voisin. La ville doit par ailleurs accueillir lundi l'Assemblée générale annuelle de l'ONU.

La déflagration a retenti vers 20h30 locales (00h30 GMT), sur la 23^e rue entre les 6^e et 7^e Avenues, dans le quartier de Chelsea, à une heure où ses nombreux bars et restaurants sont très fréquentés.

Le maire, Bill de Blasio, a affirmé qu'il n'y avait, pour l'heure,



Ph. > D. R.

aucun lien établi avec une piste terroriste. «La ville de New York n'est à ce stade la cible d'aucune menace crédible et spécifique d'une quelconque organisation terroriste», a-t-il ajouté lors d'un point presse. «Nous pensons qu'il s'agit d'un acte intentionnel. Dès que nous serons en mesure de donner plus de détails, nous vous informerons».

L'enquête pourrait encore révéler d'autres ramifications: la police a évoqué «un second engin explosif possible» retrouvé quatre pâtés de maisons plus loin, sur la 27^e rue, sans donner d'autres informations, soulignant

que l'enquête se poursuivait. Les médias américains ont évoqué la présence d'une cocotte minute, mais l'information n'a pas été officiellement confirmée.

L'engin a été «retiré sans problèmes par la police new-yorkaise pour de plus amples analyses», a détaillé le chef de la police, James O'Neill.

Il a précisé que ces informations étaient «préliminaires» et que l'unité antiterroriste du FBI était mobilisée. Il a également indiqué que, «sur la base des informations disponibles à ce stade», il n'y avait «pas de lien avec les faits survenus dans le New Jersey». Plus tôt samedi,

une bombe artisanale placée dans une poubelle à Seaside Park a explosé sans faire de blessés près du parcours d'une course à pied organisée par les US Marines.

L'engin était programmé pour exploser au moment où des centaines de coureurs de cette course de 5 kilomètres devaient passer près de la poubelle. Mais le départ de l'épreuve ayant été retardé, l'explosion n'a fait aucun blessé, avait précisé Al Della Fave, porte-parole du procureur local. Les mesures de sécurité sont omniprésentes à New York, avec des contrôles d'identité à l'entrée de nombreux bâtiments et une forte présence policière dans de nombreux sites publics.

Les alertes aux attentats sont fréquentes et la vigilance a été renforcée avec la vague d'attentats islamistes en Europe. La ville doit également accueillir lundi l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, à laquelle participent de nombreux chefs d'État et de gouvernements. Si un lien terroriste était établi, cet événement aurait un impact non négligeable sur la campagne pour la présidentielle du 8 novembre prochain, qui oppose la démocrate et ex-secrétaire d'État Hillary Clinton au candidat républicain Donald Trump. Ce dernier n'a pas hésité, depuis Colorado Springs, à déclarer qu'une bombe avait explosé à New York:

«Il va falloir qu'on soit sévères, les amis, très, très sévères».

«Je pense qu'il est toujours plus sage d'attendre d'avoir l'information avant de tirer des conclusions», a répliqué M^{me} Clinton, qui se présente comme une candidate expérimentée et sage face à un concurrent imprévisible. De nombreux habitants du quartier de Chelsea, cités par les télévisions locales, témoignaient avoir entendu une déflagration très violente et avoir été choqués. Des débris de verre étaient visibles devant certaines portes et devantures de magasins, dont beaucoup ont très vite fermé. Les vitres de voitures garées à proximité étaient soufflées, a constaté l'AFP. Les sirènes ont résonné toute la soirée dans le quartier, survolé par des hélicoptères. La police a bouclé la zone, sans pour autant l'évacuer. New York est la ville la plus peuplée des États-Unis, avec près de 8,5 millions d'habitants.

Le gouverneur de l'État de New York, Andrew Cuomo, a enjoint «tous les New-Yorkais à rester, comme toujours, calmes et vigilants». Le pays a connu récemment plusieurs attentats perpétrés par des musulmans radicalisés, avec l'attaque contre une discothèque à Orlando en juin et celle de décembre 2015 à San Bernardino (Californie).

R. T.



Points chauds

Division

Par Fouzia Mahmoudi

Pour la première fois en plus de vingt ans François Bayrou ne participera, probablement, pas à une élection présidentielle. Ayant réussi en 2007 notamment à atteindre la place de troisième homme derrière Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, il avait par contre connu une forte chute de ses résultats en 2012. Aujourd'hui, le président du MoDem veut surtout voir Hollande et Sarkozy hors de l'Élysée et est prêt à sacrifier sa propre candidature au profit du candidat de droite, mais seulement si Alain Juppé est celui qui venait à être désigné à l'issue de la primaire des Républicains de novembre prochain. En effet, Bayrou a encouragé hier les sympathisants de son parti à aller voter pour le maire de Bordeaux, candidat auquel il a réaffirmé son «soutien amical». Le président du MoDem a jugé sur France 3 que cette primaire, officiellement nommée par Les Républicains «primaire ouverte de la droite et du centre», était en réalité «une compétition interne». «Cela dit, si des militants, des citoyens, des sympathisants du centre veulent se servir de cette élection, choisissent d'intervenir dans cette élection pour favoriser le choix de quelqu'un qui peut faire la réunion, l'entente, l'union entre une partie de la droite et le centre, je trouve que ça vaut la peine», a déclaré le dirigeant centriste. Appelle-t-il clairement les sympathisants du MoDem à aller voter pour Alain Juppé? «Oui. Oui, tous ceux qui le veulent, je les y encourage», a répondu le maire de Pau et ancien ministre. A la différence d'autres candidats à la primaire de droite, «Alain Juppé, il peut faire naître, lui, une proposition politique plus rassembleuse, profitons-en. C'est pourquoi je lui apporte en effet mon soutien, amical», a-t-il ajouté. «Depuis le début, je dis qu'il y a un résultat qui peut réunir, et un résultat qui diviserait. Et je ne veux pas du résultat qui diviserait», a-t-il encore indiqué, visant, sans le nommer, Nicolas Sarkozy. François Bayrou a prévenu depuis des mois que si Nicolas Sarkozy remportait la primaire il serait libre de se présenter à la présidentielle. Conscients de ce fait, de nombreux adversaires de la droite, notamment à gauche et à l'extrême-droite, s'adressent d'ailleurs directement à Sarkozy comme étant le candidat de la droite, espérant pousser ainsi les électeurs de la primaire à le choisir, divisant le centre et la droite, et affaiblir ainsi électoralement le candidat de Les Républicains. Reste à savoir si les électeurs de droite prendront ce risque et offriront de ce fait une occasion inespérée à l'extrême-droite et surtout à la gauche de capitaliser sur leurs forces.

F. M.

Cachemire indien

17 soldats tués dans une attaque contre une base militaire

Dix-sept soldats indiens ont été tués hier par des rebelles lourdement armés dans un raid commis avant l'aube contre une base militaire au Cachemire indien, la pire attaque du genre depuis des années dans cette région himalayenne disputée. Le Premier ministre indien Narendra Modi a condamné sur Twitter une «lâche attaque terroriste», promettant de punir ses auteurs. Personne n'a revendiqué ce raid mais l'Inde accuse régulièrement des rebelles basés au Pakistan de franchir la Ligne de Contrôle (Loc) qui sépare les deux pays pour cibler ses forces. Le ministre indien de l'Intérieur, Rajnath Singh, a d'ailleurs accusé le Pakistan d'être un «État terroriste» et a mis en cause le «soutien continu et direct du Pakistan au terrorisme et à des groupes terroristes». Les assaillants armés de fusils automatiques et de grenades ont réussi à s'infiltrer bien avant l'aube dans une base de l'infanterie indienne située à Uri, où sont déployés des centaines de militaires indiens. Puis, ils ont ouvert le feu, selon un responsable militaire. Quatre rebelles ont également été tués pendant les affrontements, au cours desquels des tentes abritant les soldats se sont enflammées, a dit l'armée dans un communiqué. Les heurts ont fait «un grand nombre de victimes. Nous saluons le

sacrifice de 17 soldats martyrs», a-t-elle déclaré. «Dans la contre-attaque, quatre terroristes ont été éliminés et les opérations de nettoyage sont en cours». Il s'agit de l'attaque la plus grave depuis de nombreuses années dans cette région où une rébellion armée contre le règne de New Delhi a éclaté en 1989.

D'après le colonel S. D. Goswami, porte-parole de l'armée, les rebelles avaient d'abord attaqué une base de l'infanterie proche de la Loc avant de s'en prendre à la base d'Uri, située à une centaine de kilomètres à l'ouest de Srinagar, la principale ville de la région. L'armée a expliqué qu'elle passait au peigne fin la zone pour retrouver d'éventuels autres rebelles. Plusieurs soldats blessés ont été hospitalisés à Srinagar, selon un gradé de l'armée.

De nombreux soldats sont présents à Suri car c'est là qu'ils stationnent après leurs missions dans le territoire que se disputent New Delhi et Islamabad depuis 1947. En décembre 2014, des rebelles avaient lancé un raid contre une base de la région d'Uri, faisant 11 morts, des soldats et des policiers. Cette attaque survient après un regain de violence au Cachemire indien. La mort le 8 juillet de Burhan Wani, rebelle charismatique tué par les forces de sécuri-

té indiennes, a embrasé la zone, la plongeant dans l'un de ses pires cycles de violence depuis la décennie noire des années 1990. En un peu plus de deux mois, au moins 87 civils ont été tués tandis que des milliers de personnes ont été blessées lors de manifestations contre l'autorité de New Delhi. Les heurts entre manifestants et les forces de sécurité indiennes sont quasi quotidiens. Des milliers d'habitants en colère ont ainsi bravé le couvre-feu samedi pour assister aux funérailles d'un écolier dont le corps a été retrouvé criblé de plombs, ce qui a déclenché de nouveaux affrontements. Le gouvernement indien essuie de plus en plus de critiques en raison du nombre élevé de victimes et de l'utilisation par les forces de sécurité de fusils à plombs. Les plombs peuvent mutiler, et en particulier priver de la vue ceux qui en sont victimes. D'après la presse locale, le ministre de l'Intérieur Rajnath Singh présidait une réunion de haut niveau sur la sécurité à New Delhi, après avoir annoncé qu'il annulait des visites prévues en Russie et aux États-Unis. En janvier, sept soldats avaient été tués dans une attaque audacieuse contre une base aérienne proche de la frontière avec le Pakistan attribuée à un groupe islamiste basé dans ce pays.



Programme cinématographique de la salle Ibn Khaldoun

Des films récents à l'affiche

■ A l'instar de la projection des nouveaux films algériens dans différentes salles de cinéma, des films étrangers récents sont au programme à la salle Ibn Khaldoun. Les dates de ces projections n'ont pas été encore dévoilées mais les responsables de cette salle confirment que «Assassin's Creed» et «Miss Peregrine's Home for Peculiar Children» sont à l'affiche.

Par Abla Selles

De nombreuses productions filmiques algériennes sont projetées ces derniers temps à la salle Ibn Khaldoun et différentes cinémathèques du pays. Ces projections cinématographiques renouent le contact entre les salles de cinéma et les cinéphiles et créent une dynamique remarquable. En effet, le nombre des cinéphiles qui sont assoiffés de découvrir les dernières productions filmiques augmente de plus en plus et les salles de cinéma reçoivent à chaque fois un

public de différentes tranches d'âge. Cependant, ce n'est pas seulement les films algériens qui sont attendus. Il y a aussi les films étrangers récents qui attirent les cinéphiles. Pour cette raison, la salle Ibn Khaldoun propose à chaque fois des projections filmiques et des cycles cinématographiques des différents continents. Des films et cycles cinématographiques américains, indiens, iraniens, français, chinois, arabes et d'autres sont proposés au public. Cette variété permet de découvrir les dernières productions filmiques du monde entier



et les différentes cultures. C'est aussi une occasion pour s'ouvrir sur le monde du cinéma et apprendre ses secrets.

Pour les derniers mois de l'année courante, les responsables de la salle Ibn Khaldoun proposent des films récents traitant différents thèmes et sujets. Il s'agit d'un programme pour tous

les goûts et toutes les tranches d'âge. Les plus grandes productions hollywoodiennes s'inviteront dans la capitale, à commencer par «Assassin's Creed» et «Miss Peregrine's Home for Peculiar Children». Toujours à la salle Ibn Khaldoun et la nouvellement associée à cette vague cinématographique, la salle

Cosmos, le divertissement sera d'actualité que ce soit pour les amateurs de la saga d'Ubisoft ou bien les fans de Tim Burton à travers ces deux films qui devraient marquer de leur empreinte cette fin d'année. «Assassin's Creed», qui racontera une version légèrement modifiée de l'univers du jeu vidéo, est réalisé par Justin Kurzel auquel on doit l'excellent «Macbeth» en compagnie du même casting composé du duo Michael Fassbender et Marion Cotillard.

«Miss Peregrine et les Enfants Particuliers» est quant à lui le nouveau long métrage de Tim Burton, qui est l'adaptation d'un roman de fantasy contenant les péripéties d'enfants aux capacités extraordinaires en compagnie de la Miss Peregrine en question, interprétée par Eva Green.

Les dates de ces projections ne sont pas encore communiquées mais leur projection est confirmée.

A.S.

Prix «Mohamed Dib»

Dix-huit œuvres littéraires sélectionnées

Dix-huit œuvres littéraires sur 72 déposés au niveau de l'association culturelle «La Grande maison» de Tlemcen ont été retenus pour le prix «Mohamed Dib» dans sa 5^e édition en langues arabe, amazighe et française, a-t-on appris de la présidente d'association, Benmansour Sabéha. Ces œuvres réalisées par des écrivains algériens et sélectionnées par un jury comportent six récits en langue arabe, 2 en tamazight et dix en français. Un classement des œuvres pour chaque langue est en cours pour choisir les trois premiers. Les vainqueurs seront

annoncés le 22 octobre prochain au terme de la manifestation culturelle «Iqamate el fananine», qui sera organisée par cette association au palais de la culture de Tlemcen du 15 au 22 octobre prochain autour du thème «Identité, diversité et mélange de cultures», a indiqué le D^r Sabéha Benmansour. L'évaluation des œuvres est supervisée par un comité international indépendant présidé par l'écrivain Serri Mohamed assisté de Afifa Brerhi. Pour garantir la réussite de cette manifestation culturelle, l'association culturelle «La Grande maison» a pris toutes les disposi-

tions nécessaires pour la remise du prix de la meilleure œuvre, selon la même responsable qui a ajouté que le prix parrainé par le ministre de la Culture avec le concours de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) tend à encourager les plumes en herbe et à promouvoir la production littéraire nationale.

Pour rappel, le prix de la première édition «Mohamed Dib» a été attribué par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika en décembre 2003 au romancier algérien Habib Ayoub pour son recueil de contes «C'était la

guerre». L'association «La grande maison» contribue à l'animation du champ culturel dans la capitale des zianides en organisant diverses manifestations visant à encourager les créations artistiques et littéraires et la recherche dans le patrimoine. Créée en 2001 et inspirée de l'un des titres de la trilogie de Mohamed Dib, Cette association œuvre à revisiter les œuvres de ce grand romancier algérien en organisant des rencontres et des journées d'étude sur sa pensée et la littérature algérienne en général.

L.B.

Festival du film de Namur (Belgique)

Deux films algériens en compétition

Le film documentaire «Fi rassi rond-point» (Dans ma tête un rond-point) du réalisateur algérien Hassen Ferhani et le court métrage «Kindil el Bahr» du franco-algérien Damien Ounouri seront en compétition officielle au 31^e Festival international du film francophone (Fiff), prévu du 30 septembre au 6 octobre à Namur (Belgique), indiquent les organisateurs. Les deux œuvres seront présentées dans la sélection inter-

nationale qui mettra en compétition des films de Tunisie, du Canada et de France, entre autres. Réalisé en 2015, «Fi Rassi rond point» donne un aperçu sur les abattoirs d'Alger, un espace à la fois lugubre et vital où travaillent à huis clos des hommes, au rythme de leurs tâches quotidiennes. A l'affiche de nombreuses manifestations internationales, le documentaire avait décroché plusieurs distinctions dont le Grand Prix du

7^e Festival «Filmer le travail» à Poitiers (France) et le prix du jury du 8^e Festival international du film documentaire (Fidadoc) au Maroc. Il avait également été sacré meilleur documentaire au 6^e Festival international du cinéma d'Alger (Fica) et dernièrement «meilleur documentaire» au 9^e Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa). Le court-métrage «Kindil el Bahr» (2016), basé sur un scénario coécrit par le réalisateur et la comédienne algérienne Adila Bendimred, évoque la condition de la femme à travers l'histoire de Nafissa, battue à mort par un groupe d'hommes sur une plage. Encensé par la critique en Algérie et à l'étranger, il a avait été projeté en mai dernier à la «Quinzaine des réalisateurs» au 69^e Festival de Cannes (France) et récemment aux 14^{es} Rencontres cinématographiques de Béjaïa (Rcb).

M.K.

Oscars

L'Iran choisit «Le Client» pour le représenter

«Le Client» du célèbre cinéaste Asghar Farhadi a été choisi pour représenter l'Iran aux Oscars 2017, ont rapporté samedi les médias iraniens. Selon Amir Esfandiari, porte-parole de la commission char-

gée de choisir le film devant représenter l'Iran à la cérémonie des Oscars en février 2017 dans la catégorie du meilleur film étranger, «Le Client» d'Asghar Farhadi a été choisi «à une large majorité». Au dernier festival de

Cannes, le film a été récompensé deux fois par le jury, avec le prix du meilleur rôle masculin décerné à Shahab Hosseini et celui du meilleur scénario. «Le Client» est à l'écran dans 41 salles de cinéma en Iran depuis

le 31 août. Farhadi avait reçu l'Ours d'Or à Berlin en 2011 pour «Une Séparation», puis l'Oscar du meilleur film étranger pour le même film.

R. I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Institut français d'Alger
22 septembre à 19h30 :
Une troupe de danse hip-hop dirigée par le chorégraphe et chef de troupe Hervé Koubi dévoile un projet atypique : «Ce que le jour doit à la nuit».
Salle Ibn Khaldoun
Chaque vendredi et samedi du mois de septembre :
Projection du long métrage «Comme des bêtes».
Chaque lundi et mercredi du mois de septembre :
Projection de «SOS fantômes».
Les vendredis, samedis et jeudis du mois de septembre :
Projection de «Suicide squad».
Librairie des beaux-arts, 28 rue Didouche-Mourad, Alger
Jusqu'au 28 septembre :
Exposition de l'artiste peintre Mourad Foughali.
Musée national des antiquités, Alger
Jusqu'au 30 septembre :
Exposition «Voyage à travers le zelij - Les carreaux de faïence».

Coup-franc direct

Pourquoi Boulmerka ?

Par Mahfoud M.

Décidément, personne ne reconnaît maintenant l'ancienne star de l'athlétisme algérien, Hassiba Boulmerka, qui cautionne tout se qui vient de la hiérarchie du sport en Algérie, même si c'est en porte-à-faux avec la réalité sur le terrain, surtout concernant le soutien des athlètes d'élite qui sont laissés pour compte et ne bénéficient pas des moyens adéquats pour progresser. L'ancienne championne olympique a tiré, au cours d'une réunion du COA, sur le double médaillé d'argent lors des JO de Rio, Taoufik Makhloufi : «*Wech hasseb rouhou hadha, djeb zoudj tchebtchakettes tea fadha, alors que ana djebte 5 médailles d'Or*», a-t-elle explicitement dit. Au lieu donc de le soutenir, elle a choisi son camp et préféré faire allégeance à ces mêmes responsables qui ont tout fait pour le bloquer et le déstabiliser. Et dire qu'elle était respectée de tous pour son courage et sa volonté à aller de l'avant malgré l'adversité et les menaces qui pesaient sur elle à l'époque où elle courait pour donner de la joie aux Algériens qui souffraient durant les années de braise. Il est clair que Hassiba a changé totalement depuis l'époque où elle était athlète, mais personne ne s'attendait à cela venant d'elle. Makhloufi a fait de son mieux pour représenter dignement l'Algérie et donner le meilleur de lui-même et ce n'est pas

Leicester Slimani s'illustre et signe un doublé face à Burnley

L'ATTAQUANT international algérien, Islam Slimani, a inscrit samedi contre Burnley un doublé pour son premier match officiel en championnat d'Angleterre, où il défend les couleurs de Leicester City, qu'il a rejoint cet été en provenance du Sporting Lisbonne (Portugal). L'ancien fer de lance du CR Belouizdad (28 ans) a commencé par ouvrir le score d'une belle tête à la 45^e minute avant de revenir à la charge à la 48^e pour s'offrir le doublé. Complètement assommé, le nouveau promu en Premier League a concédé un troisième et dernier but, inscrit par Mee contre son camp, après un centre de l'autre international algérien des «Foxes» Ryad Mahrez (3-0). Slimani, qui a rejoint le champion d'Angleterre en titre pendant les dernières heures du mercato estival avait fait ses débuts avec Leicester mercredi dernier, à l'occasion de la première journée de la Ligue des champions, ayant vu son équipe l'emporter (3-0) contre les Belges du FC Bruges, mais son entraîneur, Claudio Ranieri, ne l'avait pas retenu pour le déplacement à Liverpool, en championnat d'Angleterre (défaite 1-4). L'ancien belouizdadi a donc dû attendre cette 5^e journée de Premier League et la réception de Burnley au King Power Stadium, pour faire ses débuts en championnat, et il les a parfaitement bien réussis en signant ce doublé contre Burnley. Slimani s'est engagé avec Leicester City pour cinq ans, contre un chèque de 30 millions d'euros (plus 5 millions de bonus).

Lille Benzia taclé par son coach

L'INTERNATIONAL algérien, Yacine Benzia, est en situation délicate à Lille OSC, risquant de lui porter préjudice en sélection algérienne, après que son entraîneur au club de Ligue 1 française l'ait critiqué, ouvrant la porte à son éventuelle sortie de ses plans. «*Je considère que Benzia est encore un joueur de post-formation, avec des qualités techniques au-dessus de la moyenne*», a lancé Antoine Antonneti, en conférence de presse précédant le match de son équipe samedi soir sur le terrain de Lorient dans le cadre de la 5^e journée du championnat. Benzia a été d'ailleurs écarté de la liste des 18 joueurs concernés par ce déplacement, une semaine après avoir signé sa deuxième titularisation cette saison. En fait, pour la précédente sortie de la formation du nord français, le jeune attaquant de 21 ans a été remplacé dès la 46^e minute du match ayant vu son équipe essayer une lourde défai-

te à domicile contre Monaco (4-1). Si Benzia ne parvient pas à réintégrer les plans de son coach à Lille, il lui sera très difficile de préserver sa place dans le groupe de la sélection algérienne dès la prochaine sortie contre le Cameroun, le 9 octobre prochain à Blida. Pour cette rencontre, comptant pour la première journée de la phase de poules des éliminatoires de la Coupe du monde de 2018 au Brésil, les Verts enregistreront le retour de deux joueurs évoluant dans le secteur offensif, un secteur où la concurrence fait rage. Il s'agit de Rachid Ghezzal (Lyon/France) et Sofiane Feghouli (West Ham/Angleterre), tous les deux absents de la précédente sortie contre le Lesotho pour blessure. Avec ce retour, l'entraîneur national, le Serbe Milovan Rajevac, sera dans l'obligation de «sacrifier» au moins deux attaquants de l'effectif qu'il avait retenu pour le précédent match.

Ligue 1 Mobilis (4^e journée) L'USMA et le MCO au coude à coude

■ L'USM Alger est désormais co-leader avec le MC Oran après avoir battu le CS Constantine (1-0) samedi soir pour le compte de la 4^e journée, au moment où la JS Saoura et l'ES Sétif ont été tenus en échec à domicile, respectivement par l'Olympique Médéa (1-1) et la JS Kabylie (0-0).

Par Mahfoud M.

L'USMA, champion d'Algérie en titre, a longuement souffert devant les «Sanafir» avant de trouver la faille par Meziane à la 51^e minute. Une courte mais précieuse victoire pour les Rouge et Noir, car elle leur suffit pour rejoindre le MC Oran en tête du classement, avec 10 points. La JS Saoura, après avoir raté un penalty par Babidi s'est bien ressaisie en ouvrant le score par Djallit (67'), mais a fini par concéder l'égalisation (1-1) face à Olympique Médéa, qui a réussi à sauver les meubles par Hamia (70'). Pour sa part, le duel tant attendu entre les deux clubs les plus titrés d'Algérie, l'ES Sétif et la JS Kabylie, n'a pas tenu ses promesses et s'est soldé par un nul vierge (0-0) qui n'arrange aucun des deux antagonistes. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le DRB Tadjenanet avait disposé du RC Relizane (2-1) grâce à son buteur maison Djahel, auteur d'un doublé (39' et 49'), alors que Benayad a réduit le score pour les visiteurs à la 80'. Un précieux succès à domicile pour le DRBT, grâce auquel il se hisse à la 3^e place du classement général, avec 8 points. Le CA Batna, après avoir éprouvé les pires difficultés contre une accrocheuse équipe harrachie a fini par l'emporter (1-0) grâce à son maître à jouer, Lazhar Hadj-Aïssa, auteur de cet unique but à la 61^e minute. Vendredi, en ouverture de cette



Les Rouge et Noir ne lâchent pas

4^e journée, les derbies NA Hussein Dey -MC Alger et MC Oran l'USM Bel-Abbès ont tourné à l'avantage des clubs hôtes, l'ayant emporté sur le même score (1-0). Le NAHD a marqué par Bendebka (29'), alors que le MCO s'en était remis à Hicham-Chérif pour faire la différence à la 60^e minute. Le dernier match au programme de cette 4^e journée, entre MO Béjaïa et le CR Belouizdad a été reporté à une date ultérieure, en raison de la participation des «Crabes» à la Coupe de la Confédération africaine. Le MOB dispute en effet la demi-finale «aller» de la Coupe de la CAF ce dimanche, à 22h00, contre le FUS Rabat (Maroc).

ESS - JSK 0-0
USMA - CSC 1-0
JSS - OM 1-1
Reporté à une date ultérieure
MO Béjaïa - CR Belouizdad

	Pts	J
1). USM Alger	10	4
—). MC Oran	10	4
3). DRB Tadjenanet	8	4
—). ES Sétif	8	4
5). NA Hussein-Dey	7	4
—). MC Alger	7	4
7). CA Batna	6	4
—). JS Kabylie	6	4
9). CR Belouizdad	4	3
—). O. Médéa	4	4
—). JS Saoura	4	4
12). USM Harrach	2	4
—). CS Constantine	2	4
—). MO Béjaïa	2	3
—). USM Bel-Abbès	2	4
16). RC Relizane	-3	4

Note : Le RC Relizane a écopé d'une défalcation de trois points pour avoir déclaré forfait face au NAHD lors de la première journée.

ESS-JSK

Les supporters boycottent à cause du prix des billets

Plusieurs supporters de l'ES Sétif et de la JS Kabylie ont boudé le match ayant opposé leurs équipes respectives samedi pour le compte de la 4^e journée de Ligue 1 Mobilis de football (0-0), en raison de la hausse des billets d'accès au stade du 8-Mai 1945. «*Le foot, c'est le sport des pauvres*», ont écrit sur une pancarte des fans de l'ESS pour protester contre la cherté des nouveaux tickets, vendus désormais à 500 DA pour les tribunes couvertes. Une hausse d'environ 200 DA ayant touché tous les stades d'Algérie à l'entame de la saison en cours, pour permettre aux clubs de payer les stadiaires, devenus les seuls garants de la sécurité après le retrait des services

d'ordre. Les supporters de plusieurs autres clubs de Ligue 1, notamment ceux de l'USM Alger et du MC Alger, ont été irrités par

la hausse du prix des billets d'accès au stade, et sont de plus en plus nombreux à boudier les matchs à domicile.

Belgique

5^e but en 7 matchs pour Saadi

IDRISS SAADI continue sur sa lancée et prend la tête du classement des buteurs de la Jupiler Pro League, après son nouveau but contre Zulte-Waregem. Courtrai était en déplacement sur le terrain de Zulte Waregem, actuel leader surprise du Championnat Belge. Les joueurs de Karim Benhocine, qui n'a plus le droit de s'asseoir sur le banc, ont perdu sur le score de 2-1. C'est Idriss Saadi qui égale à la 40^e minute. Lancé dans la surface, il pousse le ballon pour contourner le gardien avant de marquer son 5^e but en 7 matchs cette saison en Championnat.



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Décès du moudjahid Rachid Adjaoud

Il était un des rédacteurs de la déclaration du Congrès de la Soummam

LE MOUDJAHID Rachid Adjaoud, un des rédacteurs de la déclaration du Congrès de la Soummam (20 août 1956) est décédé dimanche à l'âge de 79 ans des suites d'une crise cardiaque dans sa ville natale Seddouk (Béjaïa), a-t-on appris auprès de ses proches. Né le 2 février 1937 à Seddouk il était secrétaire du colonel Amirouche et un des négociateurs des accords d'Evian. Il rejoint les rangs de l'armée de Libération nationale en 1956 et participa à des batailles contre l'ennemi français lors desquelles il a fait preuve d'un grand courage qui lui a valu le «respect et la confiance» de nombreux dirigeants et moudjahidine. Fidèle au message des chouchada, le moudjahid a mené une vie faite de sacrifices et de positions nobles. En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a présenté ses sincères condoléances à la famille du défunt et à ses compagnons d'arme priant Dieu Tout-Puissant de l'accueillir en Son vaste paradis. Le défunt sera inhumé aujourd'hui lundi après la prière du Dohr au cimetière du village Tamouchine à Seddouk.

Khaled N.

Adrar

Marche pacifique pour réclamer une réduction des tarifs d'électricité

DES DIZAINES de citoyens ont pris part dimanche à Adrar à une marche pacifique pour réclamer une réduction de la tarification de l'électricité, a-t-on constaté. Lors de cette marche entamée devant la bibliothèque publique pour aboutir devant le siège de l'entreprise Sonelgaz, les participants ont hissé des slogans appelant à «revoir à la baisse» les tarifs de consommation de l'énergie électrique et de «les adapter aux revenus des citoyens». Ils ont également évoqué les pics de chaleurs records enregistrés dans la région, invitant pour cela les pouvoirs publics à «tenir compte de cette préoccupation» et à définir une

tarification «symbolique» dans la facture d'électricité, voire «ne pas la comptabiliser durant les fortes chaleurs de l'été». Pour sa part, le directeur de la société de distribution de l'électricité et du gaz d'Adrar, Abdelhak Chaâbane, a indiqué à l'APS que les tarifications de l'électricité sont fixées selon le volume de consommation des clients, avant d'indiquer que ses services étudieront les moyens d'aider les clients à régler cette question, en consultation avec les services centraux de l'entreprise, à la condition que les clients s'engagent à s'acquitter de leurs factures.

C. H.

Sénat

Bensalah en visite officielle lundi en France

LE PRÉSIDENT du Conseil de la nation Abdelkader Bensalah effectuera les 18 et 19 septembre une visite officielle en France à l'invitation de son homologue français Gérard Larcher et ce à l'occasion de la tenue du 1^{er} forum de coopération parlementaire entre le Conseil de la nation et le Sénat français.



Cette visite intervient après celle effectuée par le président du Sénat français en Algérie du 8 au 11 septembre 2015 et suite aux rencontres parlementaires et ministérielles entre les représentants des deux pays que ce soit en Algérie ou en France. Elle s'inscrit également dans le cadre de l'échange de délégations et de visites, devenu une tradition entre les deux pays qui sont liés par des «relations fortes et diversifiées». Ce forum parlementaire prévu lundi s'inscrit dans le cadre de «la mise en œuvre du protocole de coopération parlementaire» signé entre les deux institutions à Alger en septembre 2015. Outre l'évaluation de la coopération entre les deux institutions parlementaires et l'examen des moyens de «la consolider», le forum sera l'occasion de passer en revue les relations bilatérales et d'échanger les vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, conclut la même source.

O. N.

LES HARRAGA DÉTERMINÉS À ALLER JUSQU'AU BOUT DE LEUR RÊVE



Djalou@hotmail.com

Kidnapping à Tipasa

Une jeune fille libérée par les gendarmes

■ Une jeune fille, victime d'un kidnapping à Tipasa, a été libérée des mains de ses ravisseurs au nombre de neuf, par les éléments de la Gendarmerie nationale, indique dimanche un communiqué rendu public par le groupement territorial de Tipasa.

Par Slim O.

Selon le communiqué, l'opération a été rendue possible grâce à un appel reçu sur le numéro vert 55.10, informant qu'une jeune fille (30 ans) a été kidnappée au niveau d'une boîte de nuit de la ville de Douaouda marine. Les investigations menées suite à l'appel ont permis d'identifier les membres

de la bande impliqués dans le kidnapping, ainsi que le lieu où ils se trouvaient. Suite à quoi une souricière leur a été tendue et la jeune fille a été libérée, parallèlement à l'arrestation des membres de la bande par les membres de la brigade de la Gendarmerie nationale de Koléa, en collaboration avec la section de sécurité et d'intervention. Tous les prévenus ont été pré-

sentés devant le procureur de la République territorialement compétent, qui a ordonné leur mise en détention préventive pour les chefs d'inculpation de «kidnapping et blessures volontaires». Des recherches sont en cours en vue de l'arrestation d'un autre suspect dans cette affaire, qui a impliqué des jeunes âgés entre 25 et 30 ans, est-il ajouté dans le même communiqué. S. O./APS

Démantèlement à Alger d'une association de malfaiteurs

Ils louaient des voitures pour falsifier leurs documents

Les services de Sûreté de la Wilaya d'Alger ont démantelé une association de malfaiteurs spécialisée dans le vol de voitures et leur revente avec des documents et des plaques d'immatriculation falsifiés, a indiqué samedi un communiqué de ces services. Dans le cadre des efforts visant la lutte contre la criminalité en milieu urbain, les services de Sûreté de la circonscription administrative de Hussein Dey ont procédé au démantèlement d'une association de malfaiteurs spécialisée dans la location de voitures et la falsification

de leurs documents, a précisé le communiqué, ajoutant que deux véhicules ont été récupérés et trois registres du commerce falsifiés, 05 chèques falsifiés et trois téléphones portables ont été saisis. Selon le communiqué, la genèse de cette affaire remonte à près de trois mois après l'officialisation de plusieurs plaintes au niveau des services de la Sûreté de la wilaya d'Alger concernant un client qui a volé un véhicule appartenant à une agence de location de voitures. «Le client a falsifié la carte d'identité nationale et avec la complicité

de son acolyte la carte grise et qu'ensemble ils ont changé la plaque d'immatriculation du véhicule qui a été vendu à une tierce personne», indique la même source, ajoutant qu'«après d'intenses investigations le véhicule a été récupéré et le principal mis en cause arrêté». La poursuite de l'enquête a permis de dénouer cette affaire et révéler que ce dernier avait d'autres complices dans d'autres wilayas qui louaient les véhicules pour les voler en falsifiant les documents de la même manière, ajoute le communiqué.

Saty T.